

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SPS/GEN/331

19 juin 2002

(02-3409)

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

Original: anglais

## **ÉQUIVALENCE: INTERPRÉTATION DES PARAGRAPHES 5, 6 ET 7 DE LA DÉCISION G/SPS/19 RELATIVE À LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 4 DE L'ACCORD SUR L'APPLICATION DES MESURES SANITAIRES ET PHYTOSANITAIRES**

Communication de l'Australie

### **I. INTRODUCTION**

1. La présente communication reproduit et complète les commentaires formulés par la délégation australienne lors des précédentes discussions informelles tenues au sujet des paragraphes 5 et 6 de la Décision G/SPS/19, et fournit des commentaires additionnels au titre des débats préliminaires sur le paragraphe 7.

### **II. COMMENTAIRES RELATIFS AU PARAGRAPHE 5**

2. Le paragraphe 5 dispose que le Membre importateur devrait accélérer la procédure à laquelle il a recours pour déterminer l'équivalence en ce qui concerne les produits qu'il importe traditionnellement du Membre exportateur. Lorsqu'on détermine comment utiliser les renseignements fondés sur les échanges commerciaux traditionnels pour accélérer la procédure de détermination de l'équivalence, il convient d'établir une nette distinction entre la notion d'équivalence et la conformité avec les obligations et prescriptions d'un pays importateur. Ces deux notions ont parfois été confondues, dans les débats sur la mise en œuvre de l'article 4.

3. Le terme "équivalence" a parfois été employé dans des discussions bilatérales pour décrire des situations dans lesquelles les pays exportateurs s'efforcent de *se conformer aux* prescriptions sanitaires et phytosanitaires établies d'un pays importateur (plutôt que de présenter des autres moyens d'atteindre les objectifs fixés). Il serait préférable pour ces situations d'utiliser l'expression "*déterminations de conformité*". L'article 4 de l'Accord SPS n'est pas censé s'appliquer aux déterminations de conformité.

4. La notion d'équivalence au sens de l'Accord SPS s'applique uniquement aux situations dans lesquelles un pays exportateur souhaite, pour se conformer au niveau de protection approprié d'un pays importateur, recourir à des moyens *différents de ceux utilisés par le pays importateur lui-même et/ou différents des* moyens spécifiés dans les prescriptions du pays importateur en matière d'importations. Un exemple typique serait celui d'un pays importateur qui exigerait que, pour être mis à la vente, le fromage soit fabriqué à partir de lait pasteurisé, le pays exportateur étant, pour sa part, convaincu (et pouvant prouver) qu'il peut fournir du fromage fabriqué à partir de lait non pasteurisé qui ne présenterait pas davantage de risques sanitaires pour les consommateurs du pays importateur.

5. S'il existe des échanges commerciaux et que les pratiques du pays exportateur sont conformes aux prescriptions du pays importateur, la détermination de l'équivalence n'est pas nécessaire. Il va de soi que le pays importateur souhaitera vérifier, de temps à autre, si ses prescriptions sont respectées; une telle procédure (qui n'est pas une détermination d'équivalence) pourrait être appelée *vérification de conformité*. De même manière, lorsque le commerce d'un produit est instauré, ou ré-instauré, et que le pays exportateur ne propose pas d'utiliser des mesures différentes de celles spécifiées ou utilisées par le pays importateur, la question à examiner est, une fois de plus, celle de la détermination de la conformité, plutôt que celle de l'équivalence.

6. Lorsqu'il y a conformité, mais que l'exportateur souhaite modifier les moyens qu'il a utilisés pour garantir le niveau de protection approprié demandé par l'importateur, l'historique des échanges peut constituer une référence entièrement, partiellement ou pas du tout utile. Les possibilités d'accélération de la procédure dépendront des circonstances particulières. Par exemple, un certain produit peut avoir fait l'objet d'échanges commerciaux entre les deux pays pendant plusieurs années, sans qu'aucun problème particulier ne soit survenu, auquel cas la certification du produit délivrée par les autorités compétentes du pays exportateur sera jugée fiable. Si le Membre exportateur demandait ensuite une détermination d'équivalence, plutôt que d'aligner exactement ses mesures sur celles de l'importateur, il conviendrait que le Membre importateur tienne compte des antécédents du pays exportateur en matière de certification satisfaisante et qu'il ne cherche donc pas à évaluer à nouveau les compétences de cette autorité à cette fin spécifique. En revanche, si les mesures proposées par le pays exportateur à titre d'équivalence comprennent des techniques nouvelles visant à garantir la sécurité alimentaire (par exemple, remplacer la stérilisation par une procédure d'analyse), l'historique des échanges commerciaux n'aura rien à voir avec cette partie de la détermination d'équivalence.

### III. COMMENTAIRES RELATIFS AU PARAGRAPHE 6

7. Le paragraphe 6 dispose que l'examen par un pays importateur d'une demande tendant à reconnaître l'équivalence ne devra pas constituer une raison de perturber ou de suspendre les importations en cours du produit en question en provenance du Membre ayant introduit la demande.

8. Ce point ne devrait créer aucune difficulté. L'introduction d'une demande ne modifie en rien les circonstances objectives des échanges commerciaux en cours. Étant donné que la façon de procéder aux échanges reste inchangée, il n'y a pas de raison de les perturber, ni de les suspendre. En effet, un pays importateur qui déciderait de restreindre les échanges uniquement au motif qu'il a reçu une demande de détermination d'équivalence enfreindrait très vraisemblablement d'autres obligations au titre de l'Accord SPS (par exemple, en vertu des articles 2, 3 et/ou 5).

9. Des éclaircissements pourraient être nécessaires quant à la nécessité d'éviter d'établir un lien de causalité entre l'introduction d'une demande de reconnaissance d'équivalence d'une part et l'adoption de mesures destinées à résoudre des problèmes de conformité dans le cadre des échanges existants de l'autre. Un Membre importateur peut décider qu'il est nécessaire d'imposer des mesures de contrôle additionnelles ou de suspendre les échanges à tout moment s'il a des raisons suffisantes de croire que la poursuite des échanges serait préjudiciable au niveau de protection qu'il estime approprié. Une telle restriction au commerce peut coïncider avec l'examen, par le même Membre, d'une demande de reconnaissance d'équivalence et conduire un Membre exportateur dont les échanges commerciaux sont affectés à soupçonner que les deux événements sont liés. Afin d'éviter tout malentendu de ce type, le Membre importateur devrait fournir à tous les autres Membres concernés des explications immédiates et détaillées sur les motifs pour lesquels il a décidé de restreindre les échanges et devrait également suivre les procédures de notification normales ou d'urgence établies dans l'Accord SPS, comme il convient.

#### IV. COMMENTAIRES RELATIFS AU PARAGRAPHE 7

10. En résumé, le paragraphe 7 de la Décision G/SPS/19 dispose que le Membre importateur devrait analyser les renseignements qui lui ont été communiqués par le Membre exportateur au sujet de ses mesures, afin de déterminer si celles-ci permettent d'atteindre le niveau de protection offert par ses propres mesures.

11. Le premier problème réside dans le fait que le texte du paragraphe 7 ne reprend pas exactement le texte de l'article 4 de l'Accord. Le premier parle d'atteindre le niveau de protection offert par les mesures du Membre importateur, tandis que le second parle d'atteindre le niveau de protection approprié du Membre importateur. Cela ne pose aucune difficulté si le niveau de protection offert par les mesures du Membre importateur est le même que celui souhaité par le Membre importateur (c'est-à-dire son niveau de protection approprié), ce qui, en pratique, se produira probablement dans la plupart des cas. Lorsqu'il existe une disparité entre le niveau de protection requis par le Membre importateur et celui offert par ses propres mesures lorsqu'elles sont appliquées à ses propres produits, la situation peut se compliquer. Cette difficulté pourrait être contournée par la reconnaissance de la primauté de l'Accord SPS, de manière à ce que le paragraphe 7 de la décision ne puisse être interprété d'une façon non conforme à l'article 4 de l'Accord.

12. Le deuxième problème réside dans la manière d'évaluer si une série de mesures proposées par un Membre exportateur offrirait avec certitude le niveau de protection approprié d'un Membre importateur. Souvent, le niveau de protection approprié n'est pas mentionné, ou est mentionné comme étant le niveau offert par les mesures applicables. Il peut donc s'avérer nécessaire de recourir à des moyens pratiques de comparaison des mesures, afin de garantir l'efficacité du processus de détermination de l'équivalence. L'un de ces moyens pourrait être l'établissement, par le Membre importateur, d'une base objective de comparaison de différentes mesures.

13. Le paragraphe 2 de la Décision requiert qu'un Membre importateur communique certains renseignements mais n'exige pas spécifiquement que soient communiqués des renseignements qui permettraient de comparer différentes mesures de manière appropriée et objective, tout en réduisant au minimum la nécessité, pour les autorités du Membre importateur, d'exercer un jugement qualitatif. S'il incombe au Membre exportateur de démontrer l'équivalence, la communication par le Membre importateur, d'une base objective de comparaison des différentes mesures peut être décisive pour le traitement efficace, effectif et équitable d'une demande de détermination de l'équivalence. Encourager les Membres importateurs à communiquer de tels renseignements au titre de la disposition tendant à "fournir tout autre renseignement" contenue au paragraphe 2 de la Décision pourrait permettre d'améliorer la mise en œuvre du paragraphe 7 de la Décision.

14. Pour illustrer l'application de cette approche, prenez l'exemple hypothétique d'un fourrage utilisé dans l'alimentation animale et susceptible de contenir un organisme parasite pouvant induire une maladie chez l'animal qui le consomme. Supposez que le Membre importateur ait mis en place une mesure sanitaire exigeant que le produit soit traité à la vapeur, avant d'être autorisé à pénétrer dans le pays importateur. Pour répondre à la demande d'un Membre exportateur tendant à accepter l'équivalence d'autres mesures, associant sur le terrain à une période d'entreposage pré-exportation dans du gaz inerte, le Membre importateur devrait se conformer au paragraphe 2. Pour cela, le Membre importateur *pourrait*:

- déclarer que sa mesure a pour objectif de garantir que le produit ne contient pas le parasite visé, car celui-ci est susceptible d'induire une certaine maladie chez les animaux;
- déclarer que le niveau de protection approprié correspond au maintien à un niveau très bas du risque de maladie attribuable à la présence du parasite dans les aliments pour animaux;

- fournir une copie d'une évaluation qualitative du risque; et
- communiquer d'autres renseignements techniques facilement disponibles.

Une telle action du Membre importateur serait conforme au paragraphe 2, mais n'aiderait pas nécessairement au Membre exportateur à prouver l'équivalence de façon objective, car il serait difficile d'établir clairement l'élément à démontrer. Il peut être impossible pour le Membre importateur de préciser l'objectif visé par sa mesure en indiquant le niveau acceptable de dommages attribuables à la présence du parasite dans l'alimentation des animaux. De même, il ne serait pas facile non plus au Membre exportateur de quantifier les cas de maladie attribuables à l'utilisation des aliments traités de la façon proposée. Au lieu de cela, le Membre importateur pourrait déclarer que l'équivalence serait prouvée si le Membre exportateur fournissait des éléments de preuve attestant que les moyens de lutte antiparasite qu'il propose n'entraîneront pas une augmentation du nombre de parasites dans les fourrages contrôlés et entreposés par rapport aux fourrages traités à la vapeur.

## **V. CONCLUSION.**

15. Les commentaires formulés ci-dessus sont soumis au Comité pour qu'il les examine, en vue de faciliter la mise en œuvre pratique de la Décision G/SPS/19.

---